

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4046 MERCREDI 28 JUILLET 2021

MEURTRE D'UN ÉTUDIANT DE L'UNIKIN

Deux jours de suspension d'activités sur le campus



Des étudiants devant leur faculté

Le comité de gestion de l'Université de Kinshasa (Unikin) a décrété deux jours de deuil et de suspension de toutes les activités académiques sur le campus, en vue de rendre hommage à l'étudiant Honoré Shama Kwete tué le 24 juillet par balle tirée par un élément de la police. Les deux jours concernés par cette décision sont le mardi 27 et le mercredi 28 juillet. Selon le communiqué sanctionnant la session extraordinaire du comité de gestion de l'Unikin tenue le 26 juillet, dans ces mesures prises en accord avec le gouvernement, il est également décidé la prise en charge totale des obsèques de l'étudiant abattu.

Page 3

NORD-KIVU ET ITURI

Une dotation de l'OMS en médicaments et équipements contre la covid-19



Prise en charge d'un patient dans un centre hospitalier

Ces équipements médicaux reçus auprès de l'Organisation mondiale de la santé sont constitués d'un

moniteur multiparamétrique et accessoires, les concentrateurs d'oxygène, masques d'oxygène

adultes, masques d'oxygène enfants, les saturomètres/oxymètre de pouls portables, les masques FFP2, les blouses d'isolement, les écrans faciaux, gants d'examen en latex, etc. L'important lot de médicaments et équipements destiné aux provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, plus précisément pour les villes de Goma et de Bunia, a été réceptionné dernièrement par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani.

Page 3

VIE DES PARTIS

Le chanteur Koffi Olomide adhère à l'AFDC



Koffi Olomide et le sénateur Bahati Lukwebo

À dater du 26 juillet, le musicien est officiellement membre d'honneur et cadre de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), parti politique du sénateur Modeste Bahati Lukwebo. Résidant dans la commune de Ngaliema, Antoine Agbepa Mumba est d'office affilié à la fédération

de Lukunga/Kinshasa, comme il l'a mentionné sur sa fiche d'adhésion. L'artiste musicien de renommée internationale a adhéré « librement à cette formation politique en qualité de membre d'honneur ». Il convient de signaler que l'AFDC jouit d'une certaine préférence de la part des stars congolaises.

Page 2

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Me Guy Loando Mboyo en mission officielle en Egypte

C'est depuis lundi 26 juillet que le ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire séjourne au Caire en Egypte. Me Guy Loando Mboyo fait partie de la forte délégation gouvernementale qui accompagne le

Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde au pays des pharaons. Faisant suite aux accords bilatéraux signés dernièrement entre la RDC et l'Egypte, la visite de la délégation gouvernementale s'inscrit dans le

cadre de l'exécution du projet "Kito-ko" qui s'articule sur la construction des cités modernes pour l'extension de la ville de Kinshasa, précisément dans la commune urbano-rurale de Maluku.

Page 3

ÉDITORIAL

Ingérence

Quitte à nous répéter ici même une fois de plus rappelons à ceux qui l'ont oublié, ou qui feignent de l'oublier, que le drame vécu par le peuple libyen depuis près de dix ans est le résultat de l'ingérence de puissances extérieures au continent dont les motifs réels restent toujours pour le moins obscurs. Et seront peut-être rendus publics un jour prochain si du moins les procès en cours en France, contre l'ancien président Nicolas Sarkozy tout particulièrement, lèvent le voile sur les véritables raisons de l'assassinat programmé du Guide Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011 près de la ville de Syrte.

Ceci étant dit, la visite que le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi, vient d'effectuer à Brazzaville pour s'entretenir avec notre propre président, Denis Sassou N'Guesso, montre que, lentement mais sûrement, l'Afrique met en place le mécanisme de gestion et de prévention des crises qui permettra de résoudre le terrible drame provoqué en Libye par l'ingérence des puissances extérieures au continent. Engagé depuis longtemps dans la recherche d'une solution pacifique aux problèmes que devait résoudre le « Guide » libyen et n'ayant pas hésité à courir de grands risques personnels pour y parvenir alors même que Mouammar Kadhafi vivait encore, le chef de l'Etat congolais est à juste titre convaincu que seule l'Afrique parviendra à résoudre le conflit qui a dévasté la Libye mais qui se trouve aussi à l'origine directe de la déstabilisation de l'immense région du Sahel-Sahara.

Tout confirme aujourd'hui que le Comité de haut niveau de l'Union africaine qu'il dirige et qui met progressivement en place la médiation visant à rétablir l'unité de la Libye est la plus sûre des démarches en faveur de la paix, de la réconciliation dans cette partie du continent que tentent de bloquer des puissances extérieures pour des raisons basement matérielles au cœur desquelles figure, bien évidemment, l'exploitation des richesses pétrolières du pays. Cette mise en place de la médiation se trouve, en effet, au cœur de toutes les réunions qui se sont tenues à Brazzaville ces dernières années et qui ont réuni des hommes d'Etat mais aussi le Haut conseil des villes et des cités de la Libye le 16 novembre 2017.

Oui, il n'est pas de meilleure, ni de plus sûre façon de mettre fin à l'ingérence qui coûte si cher à ce grand pays frère que de consolider la médiation africaine.

Le Courrier de Kinshasa

VIE DES PARTIS

Le chanteur Koffi Olomide adhère à l'AFDC

À dater du 26 juillet, le musicien est officiellement membre d'honneur et cadre de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), parti politique du sénateur Modeste Bahati Lukwebo.



Koffi Olomide et le sénateur Bahati Lukwebo (DR)

Résidant dans la commune de Ngaliema, Antoine Agbepa Mumba, alias Koffi Olomide ou encore le Grand Mopao, est d'office affilié à la fédération de Lukunga/Kinshasa comme il l'a mentionné sur sa fiche d'adhésion remplie et signée le lundi 26 juillet. L'artiste musicien de renommée internationale a adhéré à l'AFDC en qualité de membre d'honneur/cadre

», comme cela apparaît dans la vidéo parvenue au Courrier de Kinshasa l'après-midi. Soixante-cinq ans révolus, le musicien qui a fêté son anniversaire, le 13 juillet, est visiblement ravi d'avoir rejoint les rangs de ce parti créé en 2010 par le président du Sénat et une centaine d'autres compatriotes. Koffi Olomide a été filmé en train de remplir sa fiche avec l'aide d'un

des cadres du parti qui l'a guidé à chaque étape. Il semble que l'AFDC jouit d'une certaine préférence de la part des stars.

En effet, la « Légende » de la musique congolaise n'est pas le premier à y faire son adhésion. L'on se souviendra que trois ans plus tôt, soit en juillet 2018, Noël Ngiama Makanda, alias Werrason, l'avait fait en prévision des élections législatives. Le patron de Wenge maison mère était alors candidat député national dans la liste AFDC /alliés à Kikwit, son fief natal.

Il convient de souligner que l'AFDC, après les quelques soubresauts qui l'ont animée au lendemain des élections, défections de certains membres à cause de dédoublements, l'accalmie y règne désormais. Il est même actuellement en très bonne posture car il est membre de la majorité parlementaire. Bahati Lukwebo et ses affidés sont donc parmi les piliers de l'Union sacrée de la nation initiée par le président Félix Antoine Tshisekedi.

Nioni Masela

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Me Guy Loando Mboyo en mission officielle en Egypte

C'est depuis lundi 26 juillet dernier que le ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire séjourne au Caire en Egypte. Me Guy Loando Mboyo fait partie de la forte délégation gouvernementale qui accompagne le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde au pays des pharaons.

Faisant suite aux accords bilatéraux signés, il ya six mois, entre les deux chefs d'Etat lors de la visite du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, auprès de son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi, la visite de la délégation gouvernementale conduite par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde au Caire s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet "Kitoko" qui s'articule sur la construction des cités modernes pour l'extension de la ville de Kinshasa, précisément dans la commune urbano-rurale de Maluku.

Dans le volet Aménagement du territoire, il ya lieu de dire que ce projet est très capital dans la mesure où le ministre de tutelle tient à booster son secteur pour faire de la RDC un pays miroir dans la sous-région.

Selon une dépêche de la cellule de communication de la Primature, sur place au Caire,

le Premier ministre a eu des échanges très fructueux et prometteurs avec des consortiums des investisseurs et hommes d'affaires égyptiens membres du groupe Egyptien INCOME. Ces derniers ont manifesté leur intérêt d'investir en RDC, pays qui offre plusieurs opportunités d'investissement dans le secteur socio-économique pour notamment la construction de la nouvelle ville Kitoko à Kinshasa.

Pour leur part, le consortium d'investisseurs et hommes d'affaires égyptiens a démontré à la délégation congolaise leurs différentes réalisations et leurs capacités de travailler avec les banques internationales dans la réalisation du projet Kitoko. Outre la construction des villes, ces investisseurs disent aussi être prêts à investir dans la construction des routes de desserte agricole et à soutenir le développement durable



Les membres de la délégation congolaise

avec les énergies renouvelables. Ils sont également intéressés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En séjour de travail en Egypte, la délégation qui accompagne le Premier ministre a visité le village intelligent situé dans la province de Gizen, où est faite la présentation audio-

visuelle du plan directeur de la nouvelle ville Kitoko, où seront construits le plus grand hôpital au standard international, le palais présidentiel ainsi que le noyau industriel pour la transformation locale des produits manufacturés. Notons que la délégation gouvernementale conduite par Jean-Michel Sama Lukonde

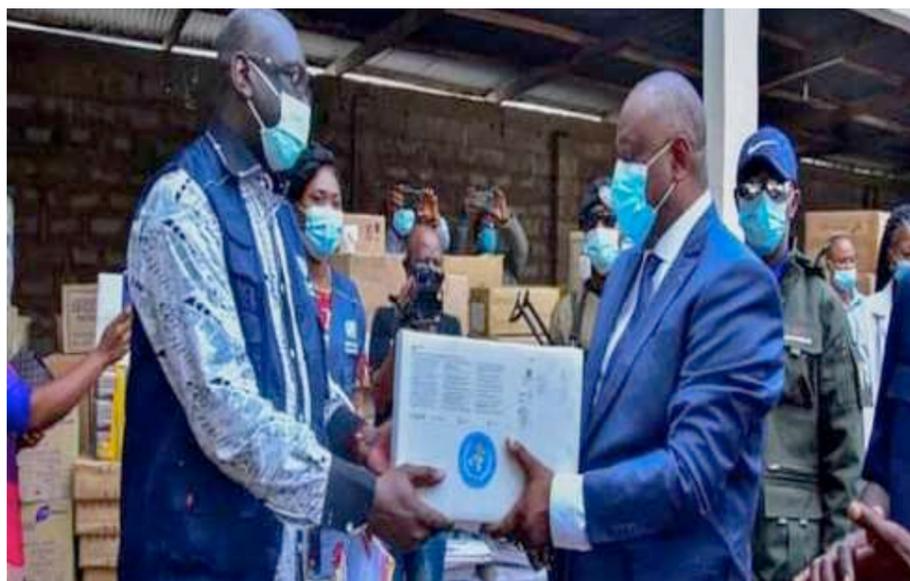
en Egypte est composée des ministres d'Etat, de l'Urbanisme et Habitat, Pius Mwaibilu, de l'Aménagement du territoire Guy Loando, du ministre des Affaires foncières Aimé Molendo Sakombi ainsi que du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière d'investissements, Jean-Claude Kabongo.

Blandine Lusimana

NORD-KIVU ET ITURI

Une dotation de l'OMS en médicaments et équipements contre la covid-19

Les équipements médicaux reçus auprès de l'Organisation mondiale de la santé sont constitués d'un moniteur multiparamétrique et accessoires, les concentrateurs d'oxygène, masques d'oxygène adultes, masques d'oxygène enfants, Lunettes à Oxygène adulte et enfant, les saturimètres/Oxymètre de pouls portables, les masques FFP2, les blouses d'isolement, les écrans faciaux, Microtubes, gants d'examen Latex, les combinaisons, etc.



Remise des médicaments et équipements contre la covid-19 au ministre Jean-Jacques Mbugani

L'important lot de médicaments et équipements destiné aux provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, plus précisément pour les villes de Goma et de Bunia, a été réceptionné dernièrement par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbugani.

Lors de la cérémonie de la réception de ce lot, le Dr Jean-Jacques Mbuga-

ni a rappelé la nécessité de respecter scrupuleusement les mesures barrières édictées par le gouvernement. Il a, par ailleurs, appelé les Congolais de manière générale à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective pouvant conduire à la reprise de la vie normale.

B. L

MEURTRE D'UN ÉTUDIANT DE L'UNIKIN

Deux jours de suspension d'activités sur le campus

La décision prise par le comité de gestion de cette Alma mater, en concertation avec le gouvernement de la République, vise à rendre hommage à l'étudiant abattu par un élément de la police nationale et de rétablir le calme au sein de l'université.



L'entrée principale de l'Unikin

Le comité de gestion de l'Université de Kinshasa (Unikin) a décrété deux jours de deuil et de suspension de toutes les activités académiques sur le campus, en vue de rendre hommage à l'étudiant Honoré Shama Kwete tué le samedi 24 juillet par balle tirée par un élément de la police. Les deux jours concernés par cette décision sont le mardi 27 et le mercredi 28 juillet.

Selon le communiqué sanctionnant la session extraordinaire du comité de gestion de l'Unikin tenue le 26 juillet, dans ces mesures prises en accord avec le gouvernement de la République, il est également décidé la prise en charge totale des obsèques de l'étudiant abattu. Il est, en effet, rappelé que ce malheureux événement s'est déroulé au quartier Libération, dans la commune de Selembao, pendant l'enregistrement vidéo d'une scène dans le cadre du travail pratique du cours de cinéma du deuxième gradué de la Faculté des lettres à l'Unikin. Selon des sources, les policiers ont reproché aux étudiants et à leur encadreur de ne pas avoir une autorisation offi-

cielle pour ce filmage ainsi que de ne pas porter de masque pendant l'enregistrement. C'est dans ces discussions que le policier a fait usage de son arme dont la balle a atteint cet étudiant à l'abdomen, qui était mort sur place.

Cette situation a conduit aux échauffourées dans le site du campus de l'Unikin, le lundi 26 juillet. C'est donc pour calmer les étudiants et trouver des solutions que le comité de gestion, représenté par le secrétaire général académique, le Pr Eustache Banza Sunkua, le secrétaire général administratif, le Pr Godefroid Kabangele Dibwe, et l'administrateur du budget, Christine Basosila Pawoni, en concertation avec le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, a décidé de l'arrêt d'activités et de la prise en charge des funérailles de la victime. A l'issue de cette réunion, le secrétaire général académique de l'Unikin a lancé un appel au calme en direction des étudiants. Il a également exigé qu'une enquête soit ouverte pour établir les responsabilités.

Lucien Dianzenza

ASSISTANCE

Des actions humanitaires menées dans le Kwango et Kwilu

Pour la Comaco, ces programmes réalisés dans différents endroits et villages dont Kikwit, Kenge, Idiofa, Gungu, Kibengi, Masi-Manimba et Bulungu rentrent dans le cadre du respect aux recommandations de son fondateur Hazrat Mirza Ghulam Ahmad ainsi que du saint prophète de l'Islam.

La Communauté musulmane Ahmadiyya en RDC (Comaco) a organisé plusieurs programmes humanitaires dans plusieurs parties du pays. Ces actions menées dans le cadre de la fête de Tabaski démontrent l'esprit de loyauté de cette communauté religieuse aux recommandations de son fondateur, Hazrat Mirza Ghulam Ahmad.

Dans cet élan de solidarité et de bienfaisance au profit des nécessiteux et de toute l'humanité, les provinces de Kwilu et de Kwango ne sont pas restées bras croisés. À cette occasion, la communauté et son ONG Humanity First ont sacrifié quatre-vingt-deux chèvres et deux vaches dans environ soixante-quinze différents endroits et villages dont Kikwit, Kenge, Idiofa, Gungu, Kibengi, Masi-Manimba et Bulungu.

La viande de ces animaux abattus, selon les recommandations de l'Islam, avait

été, comme dans d'autres contrées à travers le pays et dans le monde où cette communauté musulmane est active, distribuée aux croyants et non-croyants, aux voisins, aux pauvres et autres nécessiteux ainsi qu'aux autorités, sans distinction de race, de couleur ni de religion. Tout ce don a bénéficié à près de trois mille sept-cent trente-cinq personnes dont les membres de cette communauté.

Nourrir les nécessiteux et les prisonniers

À Kikwit plus particulièrement, la Jamat (représentant légal de la Comaco) a également organisé, le même 22 juillet, en marge de cette commémoration, un programme de distribution des nourritures à la prison urbaine de cette contrée. Dans cette maison carcérale, la communauté a nourri plus de quatre-cent cinquante prisonniers, en leur appor-



Les membres de la Comaco avant la distribution des aliments

tant, en plus du réconfort moral, du riz, de la viande de chèvre et du jus. À l'issue de cette action, son directeur Zanga a salué cette générosité de la communauté envers les vulnérables prisonniers. Le directeur de la prison de Kikwit s'est montré particulièrement reconnaissant envers les musulmans membres de cette commu-

nauté, accompagnés par leur missionnaire provincial du Kwilu et Kwango, Atta ul Qayyum, pour ce geste qui a permis aux pensionnaires de cette maison d'arrêt de se nourrir. Cette nourriture, note-t-on, était préparée et distribuée par les Khuddams et les missionnaires de la place.

Il est également rappelé que

ces actions de générosité de la Comaco auxquelles ont bénéficié ces nombreuses personnes et familles sont financièrement soutenues par elle-même ainsi que son ONG Humanity First, une association caritative. A l'occasion de cette fête de Tabaski, la prière a été dite à la Mosquée Bait-ul-Wahid de Kikwit.

Lucien Dianzenza

QUIBDÓ ÁFRICA FILM FESTIVAL

Bimpa production représente la RDC

Heart of Africa (Cœur d'Afrique), Awa et La star sont ses trois réalisations répertoriées parmi les quarante-trois films de la sélection officielle de l'événement cinéma international dont la troisième édition se tiendra du 14 au 18 septembre à Pointe-Noire.



Bimpa production représente la RDC au Quibdó Africa Film Festival (DR)

D'un ton enjoué, Tshoper Kabambi, directeur de Bimpa production, a annoncé la sélection des trois réalisations au Quibdó Africa Film Festival (QAFF). « Avec ces trois films en sélection, c'est le cinéma congolais mais aussi la RDC qui gagne de plus en plus en notoriété », a-t-il dit. Et dans la foulée, il a fait part au Courrier de Kinshasa de la proximité de la troisième édition de l'événement qui semble lui convenir partant de la certitude de pouvoir y prendre part. « Le festival dont le promoteur est d'origine congolaise s'est toujours tenu

à Cuba jusqu'ici. Il sera délocalisé pour la première fois à Pointe-Noire », nous a-t-il averti. Et de poursuivre : « Bimpa production va y présenter trois films HOA, Heart of Africa ou Cœur d'Afrique, Awa de Deborah Bassa et La star, dernière réalisation de Kevin Mavakala ».

Les trois films de Bimpa production seront les seuls de la RDC à être vus au QAFF. Un peu maigre comme participation quand on sait que quarante-trois sont sélectionnés. Cela reste pourtant une joie pour Tshoper à savoir qu'Awa

et La star sont répertoriés parmi les vingt-quatre courts métrages en compétition pour cette édition. Et qui plus est, sa réalisation personnelle, Heart of Africa ou Cœur d'Afrique, selon qu'il est question de la version en anglais ou en français, est au nombre des cinq longs métrages de fiction en lice. Notons que ce film dont les personnages principaux sont le Congolais Moyindo Mpongo et l'acteur hollywoodien Brandon Ray a été sacré Écran d'or du meilleur film aux Écrans noirs de Yaoundé en novembre dernier. De plus, l'Écran du meilleur acteur a été attribué à Moyindo qui campait le rôle de Ngandu dans le film.

Par ailleurs, d'un autre côté, c'est en qualité de producteur que s'est réjoui Tshoper. « Le mois dernier notre ingénieur Cédric Mbongo a remporté le prix du meilleur son à l'Aspiring Youth Short Film Festival en Inde pour le compte de "La star" de Kevin Mavakala », a-t-il précisé.

Nioni Masela

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gessou immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

MUSIQUE

Les chevaliers d'or se lancent dans l'arène

Avec *Saint-Valentin*, *Exceptionnelle* et *Mokolo nayo*, trois titres inédits sortis cette année, entre février et juillet, la plateforme artistique et culturelle que coordonne le chanteur José Hendrix Ndelo a mis en avant plusieurs talents en plus des musiciens et chanteurs qui l'accompagnent.

Tous les trois nouveaux morceaux sont des chansons abordant trois thèmes distincts et sortis à des occasions particulières. Tout a commencé avec la sortie de *Saint-Valentin*, le 14 février. Comme on le devine par le titre, c'est une célébration de l'amour chantée par Les chevaliers d'or (LCD) qui ont du reste tout orchestré du tout au tout. Outre les musiciens, la réalisation de la vidéo a été assurée par les cinéastes membres de la plateforme autant que le sont les mannequins jouant les personnages. Quitte à rendre hommage à la femme jugée *Exceptionnelle*, le 8 mars a été célébré autour de ce morceau qui, espère-t-on, devrait faire date. De célébration en célébration, les LCD ont enregistré *Mokolo na yo*. L'audio de cette chanson d'anniversaire est disponible depuis le 23 juillet, à peine quelques jours, sur YouTube. Une proposition personnalisée pour les amoureux mais pas que. L'air est censé accompagner aussi les vœux des proches, amis et parents lors des célébrations d'anniversaires à travers le monde. Des mélomanes affirment l'avoir déjà adopté le préférant aux traditionnels chants déjà existants. Initiateur de la plateforme LCD

dans l'optique de « promouvoir les talents artistiques et culturels des Congolais et particulièrement des Kinois », José Hendrix joue à l'homme-orchestre. Le chanteur ne se contente pas de mettre son savoir-faire au service de son art de prédilection, la musique. Il travaille désormais en parallèle comme manager et producteur de sa belle équipe composée d'une fourchette impressionnante d'artistes d'univers divers. L'environnement du jeune musicien l'a tout naturellement inspiré à les fédérer. « *Un tas d'artistes talentueux dans tous les domaines gravitent autour de ma personne. Il s'agit d'écrivains, mannequins, instrumentistes, humoristes, sportifs, etc. Ainsi, j'ai pensé que nous pourrions unir nos efforts et réaliser des projets communs pour le bien de tous* », a-t-il expliqué au Courrier de Kinshasa. À tout seigneur, tout honneur, savoir qu'étant auteur et compositeur, le choix du musicien s'explique. Il a lancé la machine en musique certes, mais il a donné aussi l'occasion à d'autres talents de s'exprimer. À l'instar du premier titre, dans les deux suivants, *Exceptionnelle* et *Mokolo na yo*, Les chevaliers d'or mis sous les



José Hendrix Ndelo et quelques LCD (DR) culture de sorte que je me considère de plus en plus comme un homme de culture depuis un moment. Parmi les richesses qui pourraient nous attirer beaucoup de bénédictions au Congo, nous amener à devenir le pays le plus fort du monde », a soutenu le porte-étendard des LCD.

Nioni Masela

projecteurs ne sont pas que musiciens. Le projet musical est juste la première vitrine mise en avant en ce moment mais José Hendrix ne compte pas s'y appuyer indéfiniment. La synergie que cela a occasionné l'a porté à planifier déjà un plus authentique. Dès lors, il a dit avoir choisi de « travailler sur le meilleur projet qui va impliquer tout le monde ». Le leitmotiv qui anime le chan-

teur est la prise en charge personnelle dans un pays où la culture n'a pas la considération qu'elle mérite. Question de prendre les devants et ne pas rester à la traîne au motif que les pouvoirs publics ne sont pas préoccupés par le sujet, il aligne ses troupes, ces fameux chevaliers d'or. Le combat en vaut bien la chandelle, pense-t-il. « Je crois fermement en la puissance de l'art et de la

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



INTERVIEW

Baudouin Bikoko : « J'ai découvert qu'ils avaient beaucoup d'humanité, de gentillesse »

Passionné de photo, il a commencé collectionneur de photographies d'époque mais a fini par succomber à l'envie d'en faire lui-même, il est donc devenu photographe. Pour plusieurs, il est surprenant de voir des fous parmi ces modèles, ce ne serait pas le cas si l'on savait la considération que le photographe a pour ces marginaux comme il le dit dans cet entretien exclusif avec Le Courrier de Kinshasa.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Vous avez pris des fous en photo, pourquoi ?

Baudouin Bikoko (B.B.) :

Je ne les appelle pas fous parce que je parle avec eux assez régulièrement. Ce sont des gens auprès de qui je découvre beaucoup d'humanité. Il faut leur donner l'occasion de parler, vous parler de ce qu'ils pensent de la vie, de tout ce qui se passe, ce qu'ils voient. On les traite de fous parce qu'ils passent la nuit à la belle étoile. Celui-ci est un clochard, il était fonctionnaire au ministère des Affaires sociales, c'est un ami. Quand je passe, il m'interpelle et me demande comment je vais. Mais quand je lui ai demandé comment il s'était retrouvé dans ces conditions, il s'est énervé. Il m'a rétorqué : « Pourquoi tu me demandes ça ? Cela ne te concerne pas. Pourquoi as-tu besoin de le savoir ? ». Il n'a pas voulu y répondre mais il me parle toujours en français, c'est un monsieur cultivé. Là, ce sont les alentours de l'Hôpital général, ex-Mama Yemo. Il y a lui et cette femme, elle s'appelle Eva. Quand je pense par là, hier nous avons discuté, elle m'a salué et poursuivi la conversation. « Baudouin, na lie te (je n'ai pas mangé) ». Je lui ai donné de l'argent pour s'acheter de quoi mettre sous la dent.

L.C.K. : Vous semblez avoir sympathisé avec Eva. Pourriez-vous nous dire un peu plus sur elle ?

B.B. : Sur son visage, c'est du maquillage, sa façon à elle de se maquiller. Elle habite en ville et au coucher du soleil, vers 18h, c'est là qu'elle

se farde, met de la poudre sur ses joues. Savez-vous ce qu'elle fait ? Elle se rend sur le Boulevard et y passe la nuit comme toutes les autres filles de joie, elle est en attente d'une clientèle ? Je ne sais le dire. Je ne sais pas si qui elle attend, mais on peut la voir du côté de la poste, devant l'immeuble Nogueira, aux alentours du Memling.

L.C.K. : Lui avez-vous posé des questions personnelles pour en savoir davantage sur sa vie ?

B.B. :

Non ! Mais je pense devoir le faire un jour. Mais, à la voir, je me suis dit que ce devait être la vie qu'elle menait autrefois et que c'est ce qu'il en reste. Un médecin m'a dit que la folie n'enlève pas toutes les facultés, il y a des étincelles qui vous rappellent votre passé. Il lui arrive de mettre une robe longue dont elle tient les bords d'une main et s'en va en direction du Boulevard. Et, tôt le matin, elle revient à son endroit habituel et se pose pour manger. Ce matin-là, je l'ai trouvée en train de manger, elle venait sûrement de faire les poubelles. Quand je l'ai prise en photo, elle commençait à prendre son petit déjeuner.

L.C.K. : Eva vous laissez-elle la photographier sans rechigner ?

B.B. :

Oui, je parle avec elle avant de le faire. Mais j'ai rencontré aussi des clochards qui étaient agressifs. Et les gens me criaient de faire attention quand ils prenaient des pierres ou s'armaient de bâtons.

L.C.K. : Revenons à Eva, elle accepte de se faire prendre en photo à chaque fois que vous le lui proposez ?

B.B. :

Oui. Elle me demande d'ailleurs de lui en faire à chaque occasion. « Baudouin, lelo tokosala photo te ? (nous ne ferons pas de photo aujourd'hui ?), lui arrive-t-il de me demander quand je n'en fais pas. Et quand je lui dis que j'étais là la veille mais qu'elle n'était pas à l'endroit



Le photographe Baudouin Bikoko (DR)

habituel, elle me dit qu'elle s'y trouvait mais y avait été chassée. On tient la causette. Pouvez-vous nous raconter comment ça se passe avec Eva, elle pose pour les photos ?

B.B. : Non, je n'aime pas faire poser les gens pour mes photos, je préfère les instantanés où les gens sont plus naturels. Je ne dis à mes modèles de se tenir dans une posture ou une autre. Dans ce cas, ils donnent une image fautive d'eux, qui n'est pas naturelle.

L.C.K. : Si pour vous des gens comme Eva ne sont pas fous, comment les considérez-vous ?

B.B. :

Ce sont des marginaux, des gens rejetés par la société, des gens dont la société se moque. Ailleurs, les fous sont pris en charge, il y a de ces pays où l'on pense qu'il n'y en a pas juste parce qu'on ne les croise pas en circulation. Pourtant il y en a plein, de ceux qui étaient ministres, des chefs d'entreprises qui ont disjoncté mais dont on prend soin. Et pour ceux que je connais, en parlant avec eux, j'ai découvert qu'ils avaient beaucoup d'humanité, de gentillesse. Et, quand il y en a qui vous adopte, vous avez envie de leur dire, viens on va aller se balader. Je connaissais un garçon à Bandal que tout le

monde tenait pour un fou mais avec qui je parlais et qui venait chez moi à la maison. Il m'est arrivé de lui proposer un Coca à boire, il m'a rétorqué qu'il préférerait plutôt un « Coca ya kokauka (un coca sec) ». Je n'y comprenais rien et c'est alors que j'ai appris que ça voulait dire de l'argent. Nous étions presque voisins, et un dimanche, je me rendais chez des connaissances, je lui ai dit qu'on allait se balader. Arrivé à l'adresse où je me rendais, il y avait une distance entre nous, je suis entré le premier et lorsqu'il a voulu faire comme moi, la maîtresse de maison l'a chassé. Je lui ai dit qu'il m'accompagnait et que c'était mon ami, elle était étonnée mais nous a donné deux chaises. Une fois assis, il m'a dit : « Elle me prend pour un fou ! ». N'est-ce pas intelligent ça ? Je lui ai dit de ne pas prêter attention à ce détail. J'ai plusieurs photos d'un cousin, quelqu'un de très intéressant. Il s'appelle vieux Mopla. Il a été musicien, il jouait du lokole. À l'époque où Papa Wemba avait mis en valeur cet instrument, ils avaient monté un groupe entre jeunes du quartier. Mais sans que l'on sache pourquoi, il a disjoncté. Il continue de chanter des fois. Ce sont des paroles inaudibles mais il gratte sa guitare qu'il s'est fabriquée.

L.C.K. : Qu'est-ce qui vous motive à prendre en photo des marginaux ?

B.B. :

Les gens doivent savoir qu'il existe des personnes différentes de nous mais qui sont des êtres humains que l'on ne regarde pas. Certaines personnes prétendent qu'ils n'ont pas droit à la vie. Il m'est arrivé de me disputer avec quelqu'un dans la rue parce qu'ayant aperçu un fou, sans raison, il s'est mis à le caillasser. Ou encore, j'ai vu une maman tabassée à mort soit-disant que c'était une sorcière. Je suis intervenu et quelques instants plus tard, on a vu débarquer ses enfants, des grands messieurs et grandes dames. Ils nous ont appris qu'elle souffrait d'Elzeimer. Elle s'était égarée. Il avait fallu un moment d'inattention pour qu'elle sorte de la parcelle sans savoir comment revenir chez elle. L'on ne prend juste pas la peine de comprendre l'autre. Quand quelqu'un vous demande de l'aumône dans la rue, ce n'est pas une raison suffisante pour lui répondre méchamment, il suffit de répondre que vous n'en avez pas. Quelqu'un a dit : « Nous avons appris à aller dans l'espace, nous avons appris à aller dans les profondeurs des eaux, maintenant apprenons à vivre comme des humains ».

Propos recueillis par Nioni Masela

CRISE POLITIQUE

Les chancelleries enjoignent à la Tunisie d'éviter « la violence »

Après avoir démis de ses fonctions le Premier ministre et suspendu le Parlement, le président Kaïs Saïed a limogé, le 26 juillet, le ministre de la Défense. Une démarche soutenue dans la classe politique.

Le lundi, de nombreux poids lourds de la politique tunisienne ont apporté leur soutien à la démarche présidentielle. En dépit de cet appui dans la classe politique, Ennahdha -le parti majoritaire au Parlement- dénonce toujours, de son côté, « un coup d'État » et la communauté internationale s'inquiète d'une possible dérive autoritaire.

Dans la soirée, le désormais ex-Premier ministre, Hichem Mechichi, soutenu par Ennahdha, a déclaré : « Je m'engage à assurer la passation pacifique de pouvoir comme l'exigent les coutumes de la vie politique en Tunisie. »

Mais aujourd'hui, après avoir limogé trois ministres (Intérieur, Justice et Défense), Kaïs Saïed doit faire face aux interrogations sur la légitimité constitutionnelle de ses décisions, même s'il a déclaré ne pas être un putschiste et que le dialogue continue après avoir rencontré des partenaires sociaux et la société civile. Il doit de plus nommer un successeur à Hichem Mechichi et assurer aussi que le pays ne s'em-

brase pas face à ce changement de pouvoir et les mesures d'exception qu'il doit promulguer.

L'article 80 de la Constitution ne dit rien sur la limite de ces mesures, mais il stipule que le président aurait dû consulter avec le chef du Parlement, Rached Ghannouchi, et celui du gouvernement. Le premier, également leader du parti islamo-conservateur Ennahdha, conteste avoir été averti et tenait encore jusqu'à mardi soir, à tenir séance comme d'habitude.

Le principal syndicat du pays, l'Union générale des travailleurs tunisiens, a de son côté appuyé ces mesures tout en demandant à Kaïs Saïed des garanties constitutionnelles. L'un des partis de la coalition majoritaire au Parlement, pourtant opposé au président en exercice, Tahya Tounes, a déclaré se ranger aux côtés des revendications du peuple tunisien, en appelant au respect des acquis démocratiques.

Une situation inquiétante

Les réactions internationales se sont multipliées dans la



journee. Anthony Blinken, le secrétaire d'État américain a appelé Kaïs Saïed pour « l'exhorter à respecter la démocratie ». Le chef de la diplomatie l'a incité à « maintenir un dialogue ouvert avec tous les acteurs politiques et le peuple tunisien ». Antony Blinken a également promis le soutien américain à l'économie tunisienne et à la lutte contre la Covid-19, un élément clé dans les manifestations qui ont éclaté dans le pays et conduit le chef de l'État à suspendre les travaux du Parlement. Plus tôt, Washington avait appelé « toutes les parties » impliquées dans la crise politique en Tunisie à « éviter toute action qui pourrait (...) mener à la violence »,

pour ne pas « dilapider » les fragiles progrès de la toute jeune démocratie, selon un communiqué du département d'État.

En France, la porte-parole des Affaires étrangères a appelé « l'ensemble des forces politiques à éviter toute forme de violence et à préserver les acquis démocratiques ». La France « souhaite le respect de l'État de droit et le retour, dans les meilleurs délais, à un fonctionnement normal des institutions, qui doivent pouvoir se concentrer sur la réponse à la crise sanitaire, économique et sociale ».

L'Union européenne a, quant à elle, appelé au « respect de la Constitution, des institutions et de l'État de droit » et à « éviter le recours à la

violence ».

En Allemagne, le ministère des Affaires étrangères s'est déclaré « très inquiet ». « Il est maintenant important de revenir à l'ordre constitutionnel le plus rapidement possible. » Les événements « constituent un grand défi pour la Tunisie » et démontrent « l'urgence de s'attaquer maintenant aux réformes politiques et économiques ».

En Russie, le porte-parole du Kremlin a espéré que « rien ne menacera la stabilité et la sécurité des citoyens ». Toujours dans le même registre, l'ONU a recommandé à toutes les parties en Tunisie à faire preuve de retenue, à s'abstenir de toute violence et à garantir le calme.

Josiane Mambou Loukoula

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Environ 195 pays membres de l'ONU échangent sur la question

Pour mettre sur pied une politique efficace, capable de permettre à l'humanité de faire face à la recrudescence des méfaits du changement climatique qui ravagent actuellement le monde, les experts issus de cent quatre-vingt-quinze pays, se sont réunis le 26 juillet, par visioconférence.

L'objectif principal de la rencontre de haut niveau est d'examiner les nouvelles prévisions inscrites dans le sixième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec). Intitulé « Changement climatique 2021 : les bases des sciences physiques », ce rapport sera un document de référence et une base qui devra conforter et booster les États à agir plus vite et plus fort contre le changement climatique et d'en préciser les actions à mener sept ans après la dernière évaluation.

« Ce nouveau rapport du

Giec est publié au moment où il y'a une avalanche de catastrophes qui ont remis les impacts du dérèglement climatique au premier plan de réflexions des États sans oublier les précipitations et l'augmentation et l'excessivité des températures. Alors que des actions cruciales pour l'avenir de l'humanité sont réclamées aux dirigeants de la planète qui doivent se réunir en novembre 2021 à Glasgow pour une conférence-climat, notamment la COP26 », précise les organisateurs, en reconnaissant qu'en ce moment le monde parle de l'urgence climatique. Car, c'est aux gou-

vernements de réduire drastiquement et immédiatement les émissions de gaz à effet de serre, à travers la stimulation de l'action climatique dans le monde entier.

Selon la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa, après son examen pendant deux semaines, ce rapport du Giec sera publié le 9 août. Car, les populations à travers le monde exigent qu'une action climat soit menée en urgence. Pour ce faire, il faut un leadership audacieux et courageux. Parce qu'en en signant l'accord de Paris en 2015, la quasi-totalité des pays de la planète s'étaient engagés à réduire les émissions de CO2 pour limiter le réchauffement bien en deçà de +2°C par rapport à l'ère préindustrielle.

« Limiter le réchauffement à +1,5°C est encore physiquement, techniquement et économiquement possible. Mais pas pour longtemps si nous continuons à agir trop peu et trop tard », souligne encore l'ONU, en insistant que, pour espérer ne pas franchir ce seuil, il faudrait réduire chaque année les émissions de 7,6 % en moyenne, entre 2020 et 2030. Et si, 2020 a vu une baisse de cette ampleur en raison de la pandémie de Covid-19, un rebond est attendu. Et l'Agence internationale de l'énergie prédit même des émissions record d'ici 2023.

Alerter l'humanité sur les conséquences négative et future du dérèglement climatique

Pour les auteurs de cette en-

quête, il est temps d'alerter et d'informer la communauté internationale sur les conséquences futures du changement climatique, parce qu'à l'ère actuelle, le monde est sur fond de vagues de chaleur record, d'inondations dévastatrices et de sécheresses sur trois continents de la planète. Cette expertise a été préparée dans des circonstances exceptionnelles et elle recueille les dernières avancées scientifiques du climat.

« Le monde est actuellement sur la voie opposée, se dirigeant vers une hausse de 3°C. Il faut nécessairement changer de cap de toute urgence », indique le rapport.

Notons que cette réunion s'est ouverte le 26 juillet pour prendre fin le 6 août.

Rock Ngassakys

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Une partie des fonds du projet est réservée aux travaux d'électrification de l'agropole de Dihessé dans le Département de la Bouenza.

2. Le PDAC invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission en vue d'exécuter les travaux qui comprennent, notamment, la construction de la ligne MT-35 kV Mont-Bello-Dihessé, d'un réseau d'un réseau de distribution MT 35 kV, d'un réseaux de distribution BT (0,4 kV), la fourniture du matériel de sécurité et la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Le délai des travaux est de 9 mois.

3. L'Appel d'offres se déroulera conformément aux Directives de la passation des marchés de la Banque mondiale, de janvier 2011, révisées en juillet 2014, disponibles sur www.worldbank.org/procure. Il est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4. Les critères de qualification sont :

- registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ;
- bilans certifiés, des trois dernières années, par un comptable agréé ;
- avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen d'un milliard (1 000 000 000) de francs CFA, pour des marchés de travaux d'installation des réseaux électriques effectués au cours des trois années, justifiés par des bons de commande, des contrats ou des lettres de notification ;
- avoir exécuté, au cours des trois années précédentes, au moins un marché d'installation de réseaux MT/BT, la fourniture et le montage des transformateurs justifiés par des attestations de bonne fin d'exécution ou des procès-verbaux de réception.

e) Matériel essentiel à affecter aux travaux :

- 1 camion plateau 10 tonnes (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 camion benne de 14m (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 engin mécanique pour l'exécution des fouilles tel qu'une tractopelle ou une pelle mécanique (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 bétonnière de 350 et accessoires.

f) Un certificat de visite des lieux signé par les représentants du PDAC et du soumissionnaire obtenu lors de la visite des lieux (obligatoire) prévu le 5 août 2021, à partir 10 heures précises (rassemblement à la Sous-préfecture de Loudima), sans séance de rattrapage.

g) Personnel technique et d'encadrement clé proposé :

- Un Ingénieur Electricien ou Électrotechnicien, Coordonnateur du Projet en charge des études, Conception et Exécution, ayant au moins cinq ans d'expérience dans le secteur des Etudes et Travaux de construction des lignes électriques et de postes de transformation (joindre la copie du diplôme et le CV) ;
- Un Technicien supérieur, Conducteur de travaux et Chef de chantier, ayant au moins cinq ans d'expérience dans le secteur des Travaux de construction des lignes électriques et de postes de transformation (joindre la copie du diplôme et le CV) ;
- Un point focal environnemental et social (joindre le CV)

h) l'attestation de capacité financière de l'année en cours délivrée par une Banque locale attestant que le soumissionnaire dispose d'au moins 10% des moyens financiers nécessaires à la réalisation des travaux d'alimentation électriques de l'agropole de Dihessé, dans le District de Loudima, Département de la Bouenza

i) le certificat de non faillite et le Quitus de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en cours de validité ;

j) le devis des mesures d'atténuation des impacts négatifs

chiffré et dûment signé ;

5. Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté, au plus tard le 4 août 2021, à l'adresse ci-dessous, contre paiement d'un montant non remboursable de Deux cent mille (200 000) Francs CFA, en espèces, auprès du comptable du PDAC, les jours ouvrables de 9h00 à 15h00.

6. Les Soumissions devront être déposées au plus tard le 27 août 2021, à 12h30. Les dépôts électroniques ne seront pas acceptés. Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes physiquement, en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent, le 25 août 2021 à 13 heures.

8. Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission représentant 2% du montant de l'offre. L'absence de la garantie entraînera le rejet de l'offre.

L'adresse mentionnée ci-dessus est :

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET. Boulevard Denis Sassou Nguesso, Centre ville Mpila-Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 E-mail : pdacmaep@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI



REPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN CHARGE DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE MARAICHER DE BIKONDOLO DE TCHIAMBANZASSI A POINTE-NOIRE N°007C/PDAC/2021

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au contrôle et à la surveillance des travaux d'aménagement du centre maraîcher de Bikondolo à Tchiamba Nzassi, Pointe-Noire. Ces prestations ont pour objectif, d'assurer le bon déroulement des travaux :

- Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales,
- Aménagement du périmètre maraîcher adossé, y compris la construction de trois châteaux d'eau et d'un point de captage avec une bache à eau et d'un émissaire ;
- Construction des bâtiments administratif, d'exploitation agricole et d'un bloc sanitaire.

Les candidats qualifiés sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt pour l'exécution de ladite mission. le dossier comprend :

- une lettre de motivation dûment signée adressée au Coordonnateur National du PDAC ;
- une copie du diplôme légalisée, BAC+2 au moins en hydraulique, génie-rural ou équipements ruraux ;
- un curriculum vitae indiquant une expérience professionnelle justifiée d'au moins trois ans ;
- une preuve de la conduite des travaux d'aménagement et de construction des bâtiments agricoles (certificat de travail, ordre de démarrage des activités, attestation de bonne fin

de prestation ou un contrat de travaux similaires) ;

La durée de la mission est de 6 mois.

Le consultant individuel sera sélectionné selon la méthode de comparaison des CV, conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés ou retirés à l'Unité Nationale de Coordination du PDAC. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard, le lundi 9 août 2021, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 9 heures à 15 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI

SAHEL

La force européenne Takuba va jouer un rôle central dans la lutte contre les jihadistes

Après la réduction prévue de la présence militaire française au Sahel, la « task force » Takuba, unité de forces spéciales européennes chargée d'accompagner l'armée malienne au combat face aux jihadistes, occupera une place de premier plan dans le dispositif antiterroriste. Un partage de fardeau bienvenu pour Paris, qui se prépare à réduire ses effectifs militaires dans la zone après huit ans de présence.

Outre la France qui a initié ce groupement, Takuba regroupe déjà des forces en provenance de Belgique, d'Estonie, d'Italie, des Pays-Bas, de la République tchèque, du Portugal et de Suède, qui a envoyé quelque 150 soldats début 2021. La Roumanie s'est aussi engagée à y participer, ainsi que le Danemark qui

contribue militairement à Takuba.

En ce qui concerne le déploiement de 45 soldats roumains, leur arrivée est prévue au quatrième trimestre 2021. « Cela renforcera la visibilité internationale de notre pays », souligne un rapport officiel qui évoque également « d'importants bénéfices dans la rela-

« La situation au Mali est extrêmement difficile. C'est dans ces moments-là qu'une présence internationale revêt de la valeur »

a promis une centaine d'hommes pour 2022. La Norvège a, quant à elle, proposé d'envoyer deux officiers au quartier général de la force Takuba.

« La situation au Mali est extrêmement difficile. C'est dans ces moments-là qu'une présence internationale revêt de la valeur », fait valoir le ministre norvégien de la Défense, Frank Bakke-Jensen, cité par un communiqué. Faute d'un soutien politique suffisant au Parlement, Oslo avait repoussé l'an dernier une demande française de

« *tion avec la France* ». « *Merci à nos amis roumains pour leur engagement* », réagit dans un tweet la ministre française des Armées, Florence Parly.

Hormis l'opération Takuba qui rassemble aujourd'hui 600 soldats dont la moitié sont des Français, les Etats-Unis entendent aussi jouer un rôle très important dans la lutte contre le jihadisme au Sahel. C'est pour cela que les autorités américaines et françaises ne veulent pas abandonner leurs efforts en matière de contre-terrorisme. A cet effet,

les deux parties viennent de procéder à la signature d'une convention pour renforcer la coopération de leurs forces spéciales.

La France ne va pas ralentir ses opérations de contre-terrorisme

Ce raffermissement de la coopération bilatérale intervient au moment où la France envisage de commencer à fermer ses bases dans le nord du Mali, plus précisément au second semestre de cette année, dans le cadre de la réduction annoncée de sa présence militaire au Sahel. Et sur les 5.100 soldats français actuellement présents, après plus de huit ans d'engagement massif, des sommes colossales englouties, Paris devra maintenir à terme entre 2.500 à 3.000 hommes dans la région. Selon Emmanuel Macron, leur mission principale doit porter sur « la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies », ainsi que « l'appui à la montée en puissance des armées de la région ». Ce dispositif s'appuiera sur « des forces spéciales structurées autour de Takuba (...) et des forces africaines, européennes, internationales », selon le président français.

Pour la ministre française des Armées, Florence Parly, « cette transformation

ne signifie pas le départ du Sahel », ni que Paris va ralentir ses opérations de contre-terrorisme dans la région. « Nous avons collectivement, nous Européens, une responsabilité de sécuriser le flanc sud de l'Europe. Il est essentiel de ne pas permettre que le Sahel et plus largement l'Afrique deviennent une zone refuge et d'expansion pour ces groupes terroristes affiliés à Daech (l'acronyme arabe de l'EI) et Al Qaïda », juge-t-elle. « La France reste pleinement engagée, avec ses alliés européens et américains, aux côtés des pays sahéliens et des missions internationales », pour combattre les groupes jihadistes qui sévissent au Sahel, assure le ministre des Armées dans un communiqué.

Florence Parly pense que les forces armées sahéliennes sont désormais « en mesure de faire face à leurs ennemis » puisque les Européens sont présents à leur côté, notamment au sein du groupement de forces spéciales Takuba. « Nous sommes de plus en plus en partenariat avec les forces armées sahéliennes que nous avons d'abord formées » via la mission européenne EUTM, « que nous avons entraînées, et avec lesquelles nous avons de plus en plus combattu », poursuit-elle.

Nestor N'Gampoula



REPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA SELECTION DES PLANS D'AFFAIRES POUR L'ANNEE 2021 N°008C/PDAC/2021

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Une partie des fonds du projet est réservée au recrutement d'un cabinet en qualité d'organisme indépendant de sélection des plans d'affaires.

Le cabinet doit remplir les conditions suivantes :

- avoir réalisé au moins une prestation similaire ;
- avoir une expérience de travail avec un projet ou un programme financé par les bailleurs des fonds internationaux ;
- avoir la maîtrise justifiée du logiciel RurallInvest pour le montage des plans d'affaires ;
- avoir une bonne connaissance du développement rural des pays de l'Afrique au Sud du Sahara en général et de la République du Congo en particulier.

L'équipe doit être composée d'au moins :

- un agroéconomiste (Bac+3 au moins), chef de mission;
- un spécialiste en agronomie/génie rural (Bac+3 au moins);
- un spécialiste en transformation des produits agropastoraux et halieutiques (Bac+3 au moins);
- un spécialiste en analyse financière (Bac+3 au moins);
- un spécialiste des questions environnementales et sociales liées au secteur agricole (Bac+3 au moins);
- un spécialiste en études de marchés ou commercialisation des produits agricoles (Bac+3

au moins).

Les cabinets qualifiés et intéressés sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt pour l'exécution de ladite mission dont la durée est fixée à 3 mois.

Le Cabinet sera sélectionné selon la méthode de Qualification de Consultant, conformément aux Directives de la Banque mondiale relative à la Sélection et l'Emploi des Consultants, de janvier 2011, révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés ou retirés au siège du projet. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard, le lundi 9 août 2021, au **secrétariat de l'Unité Nationale de Coordination du Projet**, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 9 heures à 15 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les BEI critiquées pour leurs engagements

Les pays vulnérables au climat viennent d'exiger un coup de pouce urgent. Ils ont accusé les pays riches de n'avoir pas fourni de financement climatique attendu, et ont appelé à repenser les flux financiers nécessaires pour combler les lacunes.

S'exprimant lors du sommet V-20 sur le financement des vulnérabilités climatiques, les chefs d'État ont appelé les pays à revenu élevé à tenir de toute urgence leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars de financement climatique par an, pour aider les pays à faible revenu à faire face aux effets du changement climatique. Ils ont également réclamé des fonds supplémentaires pour l'adaptation au climat, davantage d'investissements du secteur privé et davantage de subventions que de prêts. Le V-20 ou « Vulnerable Twenty group », représente les économies du plus grand « Climate vulnerable forum », dont les 48 membres sont les plus exposés aux impacts

de la crise climatique. Leur population est estimée à 1,2 milliard d'individus pour seulement 5% des émissions mondiales. Ce sommet, le premier du genre, s'est tenu la veille de la 3^e réunion des ministres des Finances des pays du G-20.

« Les pays en développement ont besoin d'être assurés que leur ambition sera satisfaite avec un soutien financier et technique indispensable et qui fait toujours défaut », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Pour rétablir la confiance, il a appelé les pays développés à clarifier « comment ils fourniront efficacement 100 milliards de dollars de financement climatique

par an au monde en développement, comme cela avait été promis il y a plus de dix ans ». Pour certains petits États insulaires dont les économies dépendent du tourisme et d'autres secteurs sensibles au climat, l'augmentation des phénomènes météorologiques, les sécheresses prolongées et les inondations compliquent l'adaptation. Le financement extérieur peut donc être une question de survie.

Le coup économique de la Covid-19 aggrave encore plus le défi.

Pour Antonio Guterres, un pourcentage plus élevé du financement climatique devrait être consacré aux besoins d'adaptation, qui ne reçoivent que 16,7 milliards de dollars par an, contre les coûts d'adaptation annuels, dont le coût est de 70 milliards de dollars et pourraient atteindre 300

milliards de dollars par an. La présidente d'Éthiopie, Sahle-Work Zewde, l'insuffisance du financement climatique entrave les efforts pour atteindre les objectifs de développement durable. Elle plaide pour un financement adéquat et prévisible pour atténuer les coûts du changement climatique. Les dirigeants ont appelé les banques multilatérales de développement à aligner leur financement sur l'accord de Paris sur le climat.

« Les pays vulnérables au climat et financièrement stressés n'ont pas le luxe d'attendre un, deux ans ou plus pour accéder aux fonds limités disponibles », a déclaré le président du Costa Rica, Alvarado Quesada.

Pour l'envoyé spécial des États-Unis pour le climat, John Kerry, la COP26 « doit être un moment de

confrontation avec la vérité ». Il a réitéré l'engagement de Washington de redémarrer les paiements au Fonds vert pour le climat. Pour le président britannique à la COP26, Alok Sharma, la promesse de 100 milliards de dollars par an doit se matérialiser. « Nous devons livrer les 100 milliards de dollars que nous avons promis aux pays en développement. C'est une question de confiance », a-t-il déclaré.

Les membres du groupe G-7 ont convenu, en juin dernier, d'augmenter leurs contributions pour respecter leur promesse de dépenses de 100 milliards de dollars.

Les critiques ont souligné que la mise en œuvre sera importante car seuls deux pays (Canada et Japon) ont fait des promesses fermes de plus d'argent.

Noël Ndong



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET D'APPUI A L'INCLUSION PRODUCTIVE DES POPULATIONS VULNERABLES « TELEMA »

**Avis d'Appel d'Offres
AON-N°001/MASAH/TELEMA – 2021**

La République du Congo a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables « TELEMA ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'acquisition et installation du mobilier de bureau du MASAH (central et déconcentré).

La Coordination du Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables (TELEMA) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour ce type marché.

Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Coordination du Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables (TELEMA), courriel: telema@affairesociales.gouv.cg et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à l'adresse : Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire, Direction Générale des Affaires Sociales, derrière le commissariat central de Police, Brazzaville-Congo, ou par courriel telema@affairesociales.gouv.cg du lundi au vendredi de 8 heures à 15 heures.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents

d'Appel d'Offres complets en langue française directement ou en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de « Cinquante Mille (50 000) Francs FCFA » auprès de la Direction Générale des Affaires Sociales à l'adresse ci-dessus citée. Le paiement devra être effectué en espèce auprès de la comptable du projet TELEMA.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 6 septembre à 12 heures précises. Les Offres doivent comprendre une garantie d'offre de « cinq millions (5 000 000) FCFA » sous forme de caution bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le 07 septembre 2021 à 10h30mn heure locale, dans la salle de réunion du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire.

**Directeur Général des Affaires Sociales, Coordonnateur du Projet
TELEMA**

Christian Roch MABIALA

GUIDE DES AFFAIRES

Davy Kiala publie «Nous sommes tous des étoiles»

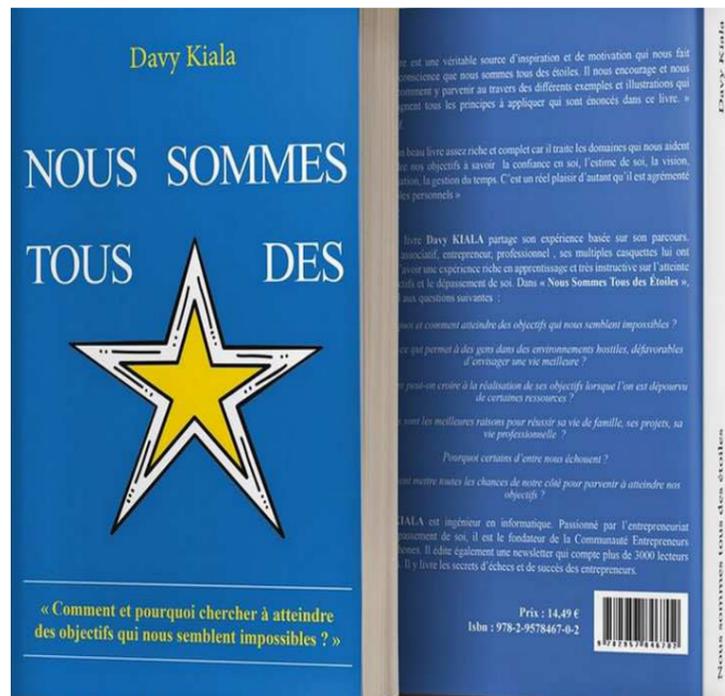
Depuis le 15 juillet dernier, Davy Kiala met à disposition des lecteurs un essai sur le questionnement «Comment et pourquoi chercher à atteindre des objectifs qui nous semblent impossibles?»

Etant à la fois militant associatif, entrepreneur, professionnel, Davy Kiala, sous ses multiples casquettes, aborde le questionnement de ce qui semble constituer des freins à l'entrepreneuriat. Dans «Nous Sommes Tous des Étoiles», l'auteur partage sa riche expérience engrangée au fil de tenues de blogs et de publications afférentes, tout en organisant des conférences et séminaires sur l'entrepreneuriat.

Cela lui a permis de connaître les attentes des lecteurs, leurs problèmes, leurs aspirations, leur environnement et à choisir les mots avec lesquels il doit leur parler.

À chaque questionnement, aussi subtil soit-il, l'auteur applique une méthode d'explication comme étant le principe de petits pas et conseille : «aussi grande que soit ta vision, commence petit».

Les premiers témoignages de lecteurs : « Ce livre est une véritable source d'ins-



piration et de motivation qui nous fait prendre conscience que nous sommes tous des étoiles. Il nous encourage et nous montre comment parvenir au but recherché à travers les différents exemples et illustrations qui accompagnent tous les principes à appliquer énoncés dans ce livre. » Lisette M.

« C'est un beau livre assez riche et complet car il traite des domaines qui nous aident à atteindre nos objectifs, à savoir la confiance en soi, l'estime de soi, la

vision, l'organisation, la gestion du temps. C'est un réel plaisir, d'autant plus que l'ouvrage est agrémenté d'exemples personnels » Henri M. Davy Kiala est ingénieur en informatique. Passionné par l'entrepreneuriat et le dépassement de soi, il est le fondateur de la Communauté des entrepreneurs francophones. Il édite également une newsletter qui compte plus de 3000 lecteurs réguliers. Il y livre les secrets de succès et les raisons d'échecs des entrepreneurs.

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

Israël rejoint l'Union africaine comme observateur

L'Etat d'Israël a obtenu la semaine dernière le statut d'observateur auprès de l'Union africaine. Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a reçu le 22 juillet les lettres de créance de l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, au Burundi et au Tchad.

La reconnaissance a été applaudie du côté d'Israël, qui revient ainsi dans le cénacle de l'UA en tant qu'observateur, après avoir perdu cette place, suite au passage de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à l'UA (Union africaine), en 2002. « Pour la première fois depuis 2002, l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, Aleleign Admasu, a présenté ses lettres de créance en tant qu'observateur auprès de l'Union africaine. », s'est ainsi félicitée la diplomatie israélienne. Pour le ministre des Affaires étrangères israélien, Yair Lapid, cette « réussite diplomatique » vient corriger « l'anomalie qui existait depuis près de deux décennies et constitue un élément important du renforcement du tissu des relations étrangères d'Israël ». Ceci marque du reste l'aboutissement d'une offensive diplomatique menée par Tel Aviv sur le continent depuis plusieurs années, sous l'impulsion de l'ancien chef d'Etat, Benjamin Netanyahu. Rappelons que le président de la commission de l'UA a réitéré au sortir de la rencontre avec le diplomate israélien l'attachement de

l'organisation panafricaine à une résolution du conflit Israélo-palestinien, ainsi que son soutien à une solution à deux Etats, jugée « nécessaire pour une coexistence pacifique ». La commission de l'UA avait déjà condamné les dernières violences meurtrières entre les deux protagonistes, survenues en mai dernier. Quoi qu'il en soit, la nouvelle de l'intégration israélienne a été accueillie de manière contrastée tant au niveau continental qu'à l'international. Elle est critiquée notamment par le Hamas, organisation politique qui contrôle la Bande de Gaza. Cette décision « choquante et répréhensible » de l'UA, « consolide la légitimité de cet occupant sur notre terre et lui donne plus de possibilités de poursuivre ses plans pour continuer à confisquer les droits du peuple palestinien », indique-t-elle dans un communiqué. De même, l'Algérie a dénoncé cette décision, dans un communiqué, en indiquant que cette adhésion ne changerait rien au soutien de l'organisation à la Palestine.

Josiane Mambou Loukoulou
et Ecofin

SALON DU LIVRE

La première édition tenue dans la ville océane

Les écrivains et acteurs de la chaîne du livre se sont retrouvés lors de cette première édition, du 24 au 25 juillet, à Pointe-Noire avec le public pour échanger sur le livre et faire sa promotion.

Organisée par Mimo Events sur le thème « Ecrire à l'ère de Covid-19 », la rencontre sur livre initiée par Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah et Arnaud Mitamona, deux écrivains et amoureux du livre, a réuni les écrivains de Pointe-Noire, Brazzaville et Côte d'Ivoire. C'est en participant à la 36e édition du salon du livre de Paris en mars 2016 en compagnie de plusieurs écrivains congolais tels que Chardin Alphonse N'kala, Hugues Eta, Georges Mavouba Sokate, Huppert Malanda, Dominique Ngoie Ngalla, Alain Mabanckou que l'écrivain Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah a pensé organiser un évènement similaire dans son pays, le Congo. Dans son dessein, il a été rejoint par Arnaud Mitamona, un autre passionné du livre.

Après plusieurs mois de préparatifs, le projet a été enfin concrétisé avec la première édition dans la ville des



La photo de famille à la fin du salon du livre/Adiac

illustres écrivains, notamment Tchicaya U'tamsi et Jean-Baptiste Tati Loutard. « C'est un espace de cohésion, de promotion des œuvres des écrivains et aussi un espace d'expression littéraire et artistique », a dit Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah. Et d'ajouter : « Notre objectif est de voir de nouveaux talents éclore à travers ce salon

». Une initiative louée également par Chardin Alphonse N'kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire qui a souhaité que d'autres éditions suivent à l'avenir avec plus d'auréole et de participants.

Pendant les deux jours, le public a eu droit aux présentations, à la vente,

aux dédicaces et à l'exposition des livres par les libraires, éditeurs et auteurs. Des activités agrémentées par des parties artistiques réservées à des extraits de pièces de théâtre par la compagnie théâtrale Autopsie, de danse les Argus du lycée de Mpaka et de musique avec le groupe Good See de la paroisse évangélique de Mbota.

Lors des présentations, les écrivains ont exposé comme Chardin Alphonse N'kala sur le thème « Impact de la covid-19 sur le secteur du livre et de la littérature », le critique littéraire Armel Py Nzoulu a présenté la pièce de théâtre « Hecatombe et Remontada » d'Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah et la présentation d'« Elegie pour le prince de Mbeti » de Jessy loemba. Pour leurs œuvres et leurs apports dans la promotion du livre, de nombreux écrivains et acteurs de la chaîne du livre ont été distingués. Il y a, par exemple, La maison d'édition de Côte d'Ivoire Ebermie qui a reçu le prix spécial de la maison d'édition, le prix artistique de la meilleure chorale est revenu à la chorale Good See et le prix artistique de mosaïque culturelle au lycée de Mpaka, le prix de la bande dessinée à N'sana Arts et le prix Leopold Pindy Mamonson à Armand Bouckethy, le prix Tchichelle Tchivela du roman décerné à Ninelle Nsiloulou et le prix Théophile Obenga à Jean Nzoho. Quant au deuxième prix Sony Labou Tansi du théâtre, il a été remis à Florent Sogni Nzaou et Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah a reçu le premier prix.

Hervé Brice Mampouya

TRIBUNE LIBRE

Sur les routes de Brazzaville

Ville tentaculaire de près de deux millions d'habitants, Brazzaville, à l'instar des grandes villes de son rang, donne l'impression d'être constamment en chantier. Il s'y déroule des travaux dans presque tous les coins de la ville. Si les autres villes du monde se remettent en ordre à la fin des travaux, à Brazzaville, tout contrairement, les dégâts engendrés par le chantier sont abandonnés sur les lieux et en l'état.

Ces derniers jours, c'est une société privée qui creuse et creuse encore y compris sur des artères bitumées pour installer de tuyauteries, dans le but d'améliorer la desserte de la ville en eau potable. Voilà qui serait une bonne nouvelle pour tous, puisque la ville compte encore des quartiers qui ne sont pas desservis comme il se devrait en cette denrée vitale. Une nouvelle réjouissante pour nombreux d'entre nous, mais qui laisse, cependant, un goût amer aux usagers de la route et les automobilistes, notamment.

D'ordinaire, la circulation à Brazzaville est déjà bien difficile du fait de l'affluence de véhicules qui encombrant les chaussées. Tantôt, les chauffeurs des bus de transport en commun stationnent où ils veulent, obstruent les voies et créent ainsi des embouteillages. Tantôt les usagers accusent l'étroitesse des voies pour justifier le caractère stationnaire du mouvement des véhicules. Circuler sur les rues de Brazzaville le matin, en mi-journée ou le soir, il vous faut vous armer de patience à toute épreuve. Aucun automobiliste ne peut rouler au rythme voulu, même en modérant la vitesse.

Alors que le problème de bouchons de la circulation à Brazzaville demeure encore irrésolu, des travaux engagés sur certaines artères qui consistent à creuser la chaussée pour l'adduction d'eau, sont venus renforcer les craintes des automobilistes désespérés.

En effet, après le passage des pelles mécaniques sur la route, les tuyaux une fois enfouis, la société chargée de la mise en œuvre du projet referme, vaille que vaille, les cratères sans se soucier de remettre le bitume abîmé. Le constat est surtout visible sur l'axe reliant le rond-point de l'entrée de Moukondo à la station d'essence Total. Dans ce même quartier, l'avenue Bouéta-Mbongo n'est plus qu'une excavation rendant difficile toute circulation. Les quartiers Massengo et Soprogi à Djiri ne sont pas en reste, ils subissent le même sort.

Les travaux sur les routes de Brazzaville ne sont pas une nouveauté, loin s'en faut. Ce qui sidère la plupart des gens, c'est la négligence coupable que font montre les sociétés en charge de ces travaux d'utilité publique. A cette allure Brazzaville pourrait faire des frais avec le retour prochain de la saison des pluies.

Le pire est que les Brazzavillois ne savent à qui des services municipaux ou de ces opérateurs de travaux incombe la responsabilité du reprofilage des bitumes cassés. Telle est l'interrogation sans réponse qui taraude les cerveaux des citoyens. Il y a quelques années en arrière, les services des mairies remblayaient systématiquement les trous béants que laissaient, sur les artères, les sociétés qui y ont exécuté des travaux. Vivement que ces vieux temps où la mairie nous sauvait la mise, nous reviennent en aide.

Valentin Oko

AFFAIRES FONCIÈRES

Le Rwanda veut acquérir les terres agricoles au Congo

Le ministre d'Etat, des Affaires foncières et du Domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, a échangé, le 27 juillet à Brazzaville, avec l'ambassadeur de la République du Rwanda, Théoneste Mutsindashyaka, sur l'obtention des actes fonciers de terres que le Congo a données à son pays, dans le cadre de la coopération sud-sud.

« Je venais spécialement lui demander les actes de terres que le gouvernement congolais a donnés à l'Etat rwandais, dans le cadre de la coopération sud-sud. Comme vous le savez, son excellence Denis Sassou N'Guesso, président de la République a mis en avant pour ce quinquennat, le développement de l'agriculture. Le Rwanda veut travailler avec le Congo pour le développement de l'agriculture. Nous avons une expérience dont nous voulons partager avec le Congo », a indiqué Théoneste Mutsindashyaka, ambassadeur du Rwanda.

Et de poursuivre : « Nous avons enregistré toutes les terres cultivables et non cultivables. Chaque citoyen a son titre de propriété. Nous avons aussi développé une plateforme de gestion. Vous n'avez pas besoin de venir dans la capitale pour transférer un titre de propriété. Nous avons discuté avec le ministre d'une visite à effectuer au Rwanda pour



Le ministre d'Etat en train d'apprécier les produits finis de l'agriculture du Rwanda présenté par leur ambassadeur Adiac

partager l'expérience avec son homologue ». Pour sa part, le ministre d'Etat, des Affaires foncières et du Domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, a signifié que ce dossier sera débattu en Conseil des ministres. Il est ému de voir les produits finis de l'agriculture rwandais, notamment le thé, le café et le manioc qui sont commercialisés à l'étranger. Le Congo possède environ dix millions d'hectares de terres agricoles dont 2 % à peine sont exploitées. Jusqu'en 1986, la politique agricole du Congo a été axée sur

la collectivisation de la production. « Nous allons travailler avec le Rwanda pour développer l'agriculture et l'élevage. Il y aura de l'emploi parce que ces deux filières utiliseront plus les jeunes désœuvrés », a indiqué le ministre d'Etat, Pierre Mabiala.

Rappelons qu'un acte foncier est authentique. Il peut être rédigé en la forme notariée ou administrative et, est soumis à la publicité foncière. Il peut également être consigné en constatant l'accord entre deux ou plusieurs parties...

Fortuné Ibara

ANNONCE D'APPEL D'OFFRE

Réf: Act111/PTAB2021

MARCHÉS DE TRAVAUX



Dans le cadre de l'exécution du Plan de Travail Annuel Budgétisé de l'Exercice 2021, la Fondation Nouabalé-Ndoki (FNN) lance un Appel d'Offres Ouvert National (AOON) pour la réalisation des travaux de construction d'un bâtiment de plain-pied à Bomassa, District de Kabo dont le Maître d'ouvrage est la FNN.

Nous invitons les entreprises souhaitant collaborer avec la WCS à venir retirer un dossier aux bureaux ci-dessous à partir du **23/07/2021** aux adresses ci-dessous. Ces mêmes adresses serviront de lieux de dépôt.

BRAZZAVILLE

151 Av. Général de Gaulle,
face Laboratoire National

OUESSO

Av. Principale, prox. Conseil Éco.

Aux bureaux de la WCS à :

BOMASSA

POINTE-NOIRE

ÉPÉNA

KABO

MAKAO

La date de clôture du dépôt des dossiers d'appel d'offre est fixée au :

20/08/2021 à 17h00.

Les soumissionnaires souhaitant envoyer les dossiers par mail peuvent utiliser l'adresse:

congoprocurment@wcs.org

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires par email :

ndokiadmin@wcs.org

en copie : bjevans@wcs.org et klubango@wcs.org

Pour la WCS Congo, Richard Malonga, Directeur Général

FORCE PUBLIQUE

Deux colonels de police prennent le commandement à Brazzaville

Nommés respectivement commandant territorial des forces de police et commandant du groupement mobile de la police, le colonel Louis Lando Ngoyo et le lieutenant-colonel de police Achille Gabia Yongo ont officiellement pris leurs fonctions le 27 juillet à Brazzaville, en présence du commandant des forces de police, le général Jean François Ndenguet.

« A compter de ce jour, vous reconnaîtrez comme commandant territorial des forces de police, et commandant du groupement mobile de Brazzaville, vos chefs, le colonel Louis Lando Ngoyo et le lieutenant-colonel Achille Gabia Yongo. Vous leur obéirez sur tout ce qu'ils vous commanderont pour l'intérêt

du service dans l'exécution des recommandations de la police, dans l'observation des lois de la République et pour le succès de la police nationale, conformément à la Constitution », a déclaré le général Jean François Ndenguet.

Le nouveau commandant territorial des forces de police de Brazzaville a assumé



Le colonel Louis Lando Ngoyo prenant le commandement



Le général Jean François Ndenguet remettant le drapeau au lieutenant-colonel Achille Gabia Yongo

plusieurs fonctions. De 2006 à 2012, il a été commissaire spécial ; commissaire cen-

tral de police de la Mfoa ; directeur de la sécurité aux frontières de 2019 à 2021. Officier et commandeur, il est détenteur d'une médaille d'officier de police, d'une médaille d'honneur de la police. De son côté, le nouveau commandant du groupement mobile de la police fut commissaire central de la ville de Dolisie (département du Niari) et commissaire central Tsiémé (département de Brazzaville). Le colonel Louis Lando Ngoyo a reconnu que la tâche est lourde. « Ce que je peux dire pour l'instant, merci de l'attention portée

par le président de la République et le gouvernement, ainsi que les autorités de la force publique à mon égard. Pour le reste, c'est de se battre et faire de telle sorte que la police soit au milieu de la population ; faire une police de proximité ; faire de telle sorte qu'il y ait une bonne cohabitation entre la population et la police », a-t-il indiqué.

Notons que la cérémonie a été clôturée par une parade militaire.

Guillaume Ondze

UNE RENTRÉE SCOLAIRE
PLUS ASSURÉE, c'est avec BGFIBank

Bénéficiez jusqu'à
2 000 000 F CFA
de crédit et assurez
la scolarité de vos enfants.

Suivez-nous sur



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com





AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)

Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC » AMI N° 001/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021

Secteur : Agriculture

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200006402

Numéro d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestation de services d'un Consultant individuel chargé de l'élaboration d'un Manuel d'Exécution du PRODIVAC.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) la description générale du projet (contexte du projet, théorie du changement : justification (Evaluation des besoins), but, résultats attendus et indicateurs suivant le cadre logique axé sur les résultats, description des composantes, financement du projet, zones d'intervention du projet, Bénéficiaires, stratégie de ciblage et impacts du projet sur les bénéficiaires, stratégie d'intervention du projet), (ii) l'arrangement institutionnel et organisationnel, (iii) l'exécution des composantes, (iv) les modalités de gestion financière et (v) les différents cadres (la passation des marchés, la gestion des plaintes et conflits y compris le suivi-évaluation) pour une durée de soixante (60) jours.

2. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Règles et Procédures relatives à la Sélection de Consultants, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse men-

tionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+ 1).

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 04 août 2021 à 10 heures (heure locale) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°001/MPIRTACMM/UCP-PACIGOF 2021/RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION D'UN MANUEL D'EXECUTION DU PRODIVAC » à l'adresse ci-après :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur
Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez,
Brazzaville-Congo
Tél : (242) 06 612 76 84 / 04 464 31 31
/ 06 450 52 70 ;
E-mail : prodivaccongo@gmail.com /
pat.2016.otonghos@gmail.com.

Fait à Brazzaville le, 22 juillet 2021.

Le Coordonnateur du PRODIVAC ;

Benoît NGAYOU. -

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS-INDIVIDUELS) REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois (PACIGOF)
AMI N° 002/MEPSIR/UCP-PACIGOF 2021

Secteur : Gouvernance économique et Réformes Financières Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732 / N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois « (PACIGOF) », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestations de services d'un consultant-individuel chargé de l'élaboration d'une stratégie de communication et de sensibilisation en riposte à la COVID-19, en République du Congo.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) l'élaboration et la mise en œuvre la stratégie et son plan de communication, (ii) l'identification et la définition des moyens de communication les plus adaptés pour une large sensibilisation, (iii) la conception d'une méthodologie de communication à travers les réseaux sociaux, (iv) l'appui à l'organisation des événements pour une appropriation des outils de communication et (v) l'animation des campagnes de sensibilisation des populations congolaises. La mission se déroulera à Brazzaville, Pointe-Noire et dans des localités ciblées. La mission est d'une durée de soixante (60) mois.

3. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle »

invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de Passation des Marchés des opérations financés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, Edition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à

l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 05 août 2021 à 12 h 00, heure locale (TU+1) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°002/MEPSIR/UCP-PACIGOF 2021 RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION EN RIPOSTE A LA COVID-19 EN REPUBLIQUE DU CONGO ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est la suivante :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PACIGOF

Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez,
Brazzaville-Congo
Tél : (242) 06 931 00 10 / 05 531 00 10 /
06 612 76 84 ;
E-mail : pacigofcongo@gmail.com /
pat.2016.otonghos@gmail.com.

Fait à Brazzaville le, 22 juillet 2021

Le Coordonnateur du PACIGOF

Benoît NGAYOU

MINZOTO YA MBOKA

La 1^{ère} édition se déroulera le 6 août

Rendez-vous culturel et artistique visant à rassembler sur scène les artistes congolais de diverses disciplines, Minzoto ya mboka tiendra sa 1^{ère} édition le 6 août autour d'une panoplie d'activités comme le chant, le conte, le slam, la mode et la danse.

Organisé par l'agence Dream maker, sous le haut patronage du ministère de la Culture et des Arts, en partenariat avec quelques structures locales, Minzoto ya mboka, traduit en français «les étoiles du pays», a été retenu également comme le thème de la 1^{ère} édition.

« Les étoiles sont faites pour briller, alors nous voulons à travers cette activité les mettre considérablement en lumière. Nous invitons, en parallèle, tous ceux qui le veulent à participer à ce rendez-vous et à apporter une pierre à l'édifice pour rendre mémorable cette première édition de Minzoto ya mboka », a confié Salomé Pandzou, artiste-musicienne et membre de l'organisation du rendez-vous. A en croire les organisateurs, l'initiative multiculturelle permettra aux artistes de s'exprimer, de se découvrir et de vivre un grand moment de partage autour de diverses disciplines qu'il y aura au programme. « A travers Minzoto ya mboka, nous venons nous joindre aux différentes

plateformes et autres projets qui existent déjà, en vue de contribuer au développement du secteur culturel congolais, faire valoir le travail des artistes et ainsi of-

Sous le haut patronage du Ministère de la Culture et des Arts

MINZOTO YA MBOKA

Soirée culturelle et Artistique

Au programme

HUMOUR-SLAM-MUSIQUE-DANSE-CONTE
EXPOSITION D'OEUVRE D'ART-DEFILE DE MODE

VEN 06 à 16H
Août 2021

PAF 5000F
VIP 10000F

Hôtel MARINA (centre ville)

Tickets disponible et places limitées: 06 841 47 82/05 353 67 70

frir une grande visibilité au pays », a détaillé Salomé. Prévu le 6 août prochain dans la capitale congolaise, l'essentiel de l'événement s'articulera autour de l'humour, du slam, du conte, du chant, de

la danse, d'un défilé de mode et d'une exposition d'œuvres d'art. Pour cette première édition, Minzoto ya mboka met en vedette plusieurs artistes comme Juste parfait, Stéphanie Bluetooth, Mariusca, Thales Zokene, Salomé Pandzou, Gaël Tsoumou, le groupe I-Max et les maisons de couture BM Store et MG Lumière.

« Avec cette pandémie de Covid-19 qui continue de combattre la planète, nous ne pouvons continuer à nous avouer vaincus. Cet événement qui se tiendra de façon limitée vise en parallèle à dire aux artistes de ne pas baisser les bras, mais de faire preuve de résilience. Ensemble, écrivons l'histoire », ont fait savoir les organisateurs. Notons que dans sa vision d'être une vitrine de découverte et de visibilité des artistes confirmés et ceux en herbe, Minzoto ya mboka entend devenir un festival culturel congolais visant à lever très haut les couleurs du Congo sur toute l'étendue du territoire et sur le continent africain. Ceci, notamment grâce à la richesse de sa culture et son potentiel artistique.

Merveille Atipo

ESCRIME

Le championnat départemental de Brazzaville prévu le 31 juillet

La ligue départementale d'escrime de Brazzaville (LDEB) organise, le 31 juillet, au gymnase Henri-Elendé, à partir de 9h, le tout premier tournoi de la ligue, après l'installation récente des dirigeants départementaux. Cette compétition qui aura lieu quelques mois après l'organisation du tournoi international, Albert-Kaya, permettra aux différents escrimeurs de Brazzaville de se mettre non seulement en jambe mais aussi de retrouver de façon constante la compétition afin de préparer normalement les prochaines échéances nationales.



Selon les organisateurs, l'accès au gymnase Henri-Elendé sera libre pour tous les amoureux de ce noble sport de contact. Notons que lors de l'assemblée générale électorale de la ligue, le 3 juillet, le bureau de la ligue d'escrime de Brazzaville a adopté le programme des activités à mener au cours de cette année. Il s'agit, entre autres, de l'organisation du championnat de la ligue qui vise l'évaluation

du niveau des tireurs. Outre le championnat, qui est l'activité publique phare de la ligue, d'autres événements sont prévus. Par exemple, la formation des officiels techniques, l'organisation d'un camp d'entraînement qui vise le renforcement des capacités technico-artistiques des sportifs.

Rude Ngoma

JO

Kick-boxing et Muay thai retenus comme sports olympiques

Lors de sa 138^e session, le Comité international olympique (CIO) a pris une décision importante qui rassure à la fois les instances internationales et aussi la Fédération congolaise de boxe pieds-poings.

Le Kick-boxing et le Muay thai ont reçu un feu vert pour être des disciplines olympiques. En changeant de galon, ces sports vont désormais bénéficier d'une visibilité très importante et deviendront ainsi plus populaires « à l'heure où le MMA se taille la part du lion. » Ces deux disciplines seront, dans la foulée, inscrites lors des prochains Jeux olympiques de Paris 2024. C'est la fin d'un long voyage, a commenté l'Association mondiale des organisations de Kick boxing. « Le 20 juillet, la session du CIO tenue à Tokyo au Japon a accepté le sport du Kick-boxing avec une pleine reconnaissance sous les auspices de l'organe directeur mondial Wako (Association mondiale des organisations de Kick boxing, lors de la session du CIO dûment convoquée. Puis un long voyage a finalement pris fin », a



Les athlètes congolais pratiquant le Kick-boxing à l'entraînement

indiqué l'instance mondiale. Le kick-boxing est une discipline sportive appartenant au groupe des boxes pieds-

poings développée au début des années 1960 par les Américains, ou « kick-boxing américain » et parallèlement

à la même époque par les Japonais, appelé « kick-boxing japonais ».

Le Muay thai a lui aussi reçu

la plus haute reconnaissance lors de cette session. « Félicitation aux millions de Nak Muay à travers le monde. C'est une journée

historique pour le Muay thai, en tant qu'art culturel et sport », a commenté l'IFMA. Le Muay thai est un art martial et plus précisément un sport de combat classé en Occident parmi les boxes pieds-poings. Il est surnommé l'art des huit membres, en référence aux huit parties utilisées des bras et jambes. La boxe thaï trouve son origine dans des pratiques martiales ancestrales, notamment dans le Muay boran (boxe traditionnelle) et le Krabi krabong (pratique avec les armes). Elle est la plus populaire des boxes du sud-est asiatique (boxe birmane, boxe khmère, boxe laotienne, boxe vietnamienne, boxe chinoise) et doit sa popularité au fait qu'elle est une discipline nationale professionnalisée. Au total, six nouvelles disciplines ont élargi la liste des sports olympiques. A part le Kick-boxing et le Muay thai, figurent aussi le Sambo, l'Eisstock, le Cheerleading et le Lacrosse en champ.

James Golden Eloué

PAIX ET SÉCURITÉ

Les Libyens disposés à consolider le processus de réconciliation

Au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures à Brazzaville, le président du Conseil présidentiel de Libye, Mohamed El-Menfi, a dégagé les priorités de l'action que doit mener l'institution qu'il dirige en vue de la tenue dans les meilleures conditions des élections générales dans son pays.

Arrivé le 26 juillet dans la capitale congolaise, le dirigeant libyen a eu des entretiens avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne. S'exprimant aux côtés de ce dernier avant son retour, Mohamed El-Menfi a tout d'abord remercié son hôte pour l'accueil qui lui a été réservé et pour sa sollicitude de tous les instants à l'égard de la Libye et de son peuple. Dans la perspective de sortie de crise, le président du Conseil présidentiel de Libye croit au rôle que doit jouer l'Afrique à travers son comité de haut niveau. Alors que les élections générales sont envisagées pour le 24 décembre prochain, Mohamed El-Menfi

a indiqué travailler à la réunification de toutes les institutions de son pays, y compris les forces armées.

Il a aussi abordé la question du départ des forces étrangères de Libye, comme l'a recommandé la communauté internationale à l'issue de la deuxième conférence sur la crise dans ce pays, tenue les 23 et 24 juin dernier, à Berlin, en Allemagne. Une fois la stabilité intérieure retrouvée, a-t-il indiqué, le processus conduisant aux élections, et pour lequel les autorités libyennes sollicitent l'accompagnement de l'Afrique et d'autres partenaires pourrait s'enclencher plus facilement.

Le communiqué conjoint rendu public, le 27 juillet, en rapport avec le séjour du pré-



Mohamed El-Menfi

sident du Conseil présidentiel de Libye annonce l'envoi dans les prochains jours par le Congo d'une mission gouvernementale d'information et la convocation, à une date

qui reste à convenir entre les parties concernées, d'une réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine. Décidées à prendre la place qu'il leur revient au sein de

l'organisation panafricaine, les autorités libyennes attendent de cette dernière un appui significatif à leur cause.

Gankama N'Siah

Communiqué de presse conjoint

Brazzaville, le 27 juillet 2021

1- A l'invitation de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République du Congo, Président du Comité de Haut Niveau et du Groupe de Contact de l'Union Africaine sur la Libye, Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, Président du Conseil Présidentiel de Libye, a effectué une visite officielle à Brazzaville, les 26 et 27 juillet 2021, à la tête d'une importante délégation.

2- Son Excellence Mohamed EL-MENFI a remercié Son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO pour l'accueil chaleureux et fraternel réservé à sa délégation et à lui-même. Il a salué l'engagement constant du Président de la République du Congo dans la recherche d'une solution de sortie de crise en Libye, à la tête du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine.

3- Son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO a réitéré ses félicitations à Son Excellence Mohamed EL-MENFI, et, à travers lui, à l'ensemble du Conseil Présidentiel, pour son élection à la tête de la Libye. Il a salué les avancées déjà obtenues par les nouvelles autorités libyennes depuis leur arrivée aux affaires.

4- Se félicitant des conclusions de la 2ème réunion du Comité International de Suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, tenue le 23

juin 2021 à Berlin, les deux hommes d'Etat ont mis l'accent dans leurs échanges sur les exigences liées à la réussite des prochaines élections générales en Libye, prévues le 24 décembre 2021.

5- A cet égard, ils ont évoqué les défis urgents à relever, au nombre desquels notamment la consolidation du cessez-le-feu, le respect de l'embargo sur les armes, l'unification des institutions militaires et financières du pays, le retrait des combattants étrangers et mercenaires présents sur le territoire national.

6- Dans ce même registre des défis urgents, les deux éminents interlocuteurs ont rappelé l'impérieuse nécessité d'approfondir le processus de réconciliation nationale.

7- A cet égard, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO a réitéré son appel, à tous les acteurs politiques libyens, au dépassement. Il les a invités, une fois de plus, à privilégier l'intérêt de leur pays, en œuvrant résolument et continuellement pour l'unité, la paix et la réconciliation nationale.

8- Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO et Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, ont également appelé au res-

pect par tous les pays des engagements pris à la Conférence de Berlin, tenue en décembre 2019, et renouvelés à l'occasion des deux réunions du Comité International de Suivi, tenues à Munich, en janvier 2020, et à Berlin, en juin 2021.

9- Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, en sa qualité de Président du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye, a réitéré sa disponibilité et son engagement à accompagner jusqu'au bout les Libyens dans le règlement définitif de la crise dans leur pays.

10- Il a informé son illustre hôte, Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, de l'envoi prochain d'une mission gouvernementale d'information en Libye ainsi que de la convocation, dans les jours à venir, d'une réunion du Comité de Haut Niveau.

11- Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI a accueilli favorablement les initiatives de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO. Il l'a invité à effectuer une visite de travail en Libye. Ce dernier a accepté cette aimable invitation dont la date et les modalités seront communiquées par voie diplomatique.

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021